

principales activités militaires envisagées; la fixation d'un plafond pour les forces engagées dans des manoeuvres militaires d'envergure; la fixation d'un plafond pour les forces amphibies, aéroportées ou aéromobiles engagées dans des manoeuvres militaires; et enfin, l'imposition de restrictions pour les forces déployées dans certaines zones restant à définir, forces qui auraient les moyens voulus pour mener des opérations offensives prolongées. Les pays occidentaux faisaient valoir que l'adoption par les États participants de mesures à caractère véritablement militaire attesterait de leur volonté politique d'instaurer entre eux des relations pacifiques. Les propositions des NNA ont été qualifiées d'importantes sur le plan politique, car elles étaient largement conformes au mandat et ont aidé les participants à définir le "centre de gravité" de la Conférence.

Au cours de la première année des négociations, la volonté apparente chez tous les participants de reprendre et d'approfondir les MPAC d'Helsinki (notification préalable des manoeuvres, des mouvements et des transferts militaires, et observation de toutes ces opérations) a été l'unique terrain d'entente que les parties aient trouvé. On était loin des "initiatives nouvelles, efficaces et concrètes" préconisées dans le mandat de la Conférence.

L'INFLUENCE DES ÉVÉNEMENTS POLITIQUES SUR LES NÉGOCIATIONS

Les négociations de Stockholm ont évolué au gré des événements politiques qui ont influé sur les relations Est-Ouest, et ce à partir de janvier 1984, date où les ministres des Affaires étrangères ont inauguré la Conférence, jusqu'en octobre 1986, au moment du sommet Reagan-Gorbatchev à Reykjavik. Les négociations ont évolué en fonction de divers événements politiques, comme le décès des dirigeants "intérimaires" soviétiques et la réélection du président Reagan à Washington. Avec l'arrivée au pouvoir en Union soviétique d'un nouveau dirigeant et les élections qui devaient se tenir plus tard au cours de l'année aux États-Unis, il ne fallait pas s'attendre à ce que les positions officielles des pays de l'Est évoluent considérablement. Devant l'opinion publique, les Soviétiques sont restés fidèles à leur politique traditionnelle et l'ont fait savoir en boycottant, au mois d'avril, les Jeux olympiques de Los Angeles. Dans le cadre de la Conférence cependant, le dialogue s'est poursuivi en sessions plénières, dans les couloirs et entre les capitales, ce qui a permis un renforcement de la compréhension mutuelle entre les parties.

En juin 1984, on a assisté à un important geste politique de la part des pays occidentaux lorsque le président Reagan a déclaré à Dublin que les États-Unis

seraient disposés à débattre du principe cher à l'Union soviétique, soit le non-recours à la force, dans la mesure où celle-ci accepterait de négocier des mesures tangibles pour donner une dimension concrète à ce principe. Ce n'est pas avant la fin de 1984 cependant que les parties ont finalement pu donner suite à cette initiative en convenant d'une structure de travail qui devait faciliter un échange de vues plus détaillé. L'accord sur la structure de travail ne semblait pas, à première vue, être autre chose qu'une simple question de procédure, mais il contenait en fait certains éléments de fond. En effet, le texte prévoyait la formation de deux groupes de travail qui allaient se répartir l'étude des différentes propositions présentées, le premier groupe devant travailler sur la notification et l'observation, et le second, sur toutes les autres propositions. Grâce à cette formule, il allait être possible d'évaluer la conformité des propositions au mandat de la Conférence et de filtrer les différents textes pour ne garder en fin de compte que ceux ayant des chances de faire l'objet d'un consensus. Cette opération de sélection s'est poursuivie pendant la plus grande partie de 1985.

En 1985, la progression des choses à Stockholm a été une fois de plus influencée par les événements politiques extérieurs, principalement par la reprise des pourparlers de Genève sur les armements nucléaires entre les États-Unis et l'Union soviétique et par l'arrivée au Kremlin d'un dirigeant au style nouveau, Mikhaïl Gorbatchev. Toutefois, l'assassinat en République démocratique allemande d'un agent de liaison affecté à la mission militaire américaine a mis en évidence la précarité des efforts déployés pour accroître la confiance et l'ampleur des problèmes qui restaient à résoudre en matière de vérification. Au nombre des autres événements ayant influé sur le déroulement des négociations, mentionnons la célébration du Dixième Anniversaire de l'Acte final d'Helsinki et surtout la déclaration prononcée au sommet américano-soviétique de Genève, dans laquelle les deux superpuissances s'engageaient à tout faire pour assurer le succès de la Conférence.

Une fois réglée la question de la succession au Kremlin et après la reprise des pourparlers de Genève, les principaux objectifs de la Conférence ont commencé à se faire jour. Même s'il subsistait entre les propositions de l'OTAN et celles du Pacte de Varsovie des divergences considérables sur le plan des détails, la portée politique des textes ne tenait pas tant aux notions mises de l'avant qu'aux éléments passés sous silence. La plupart des propositions déclaratoires du Pacte de Varsovie, notamment sur les questions nucléaires, ont été mises en sourdine, et le point de mire est devenu le principe du non-recours à la force. À partir de ce moment-là, les participants se sont mis sérieusement à